

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le

21 OCT. 2008

Sous-Direction de l'Environnement

Bureau de l'environnement industriel
Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE

**actualisant les prescriptions imposées à la société UNIVAR pour son établissement
sis 20, rue de Genève à GENAS**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société UNIVAR dans son établissement situé 20, rue de Genève à GENAS ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2002 complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 susvisée ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2003 imposant à la société UNIVAR des mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son site de GENAS ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 octobre 2005 imposant à la société UNIVAR une modification de la fréquence des mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines, et la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques, concernant son établissement de GENAS ;

VU la déclaration en date du 18 avril 2008 de la société UNIVAR relative à la mise à l'arrêt définitif des activités relevant de la rubrique 1810 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sur son site de GENAS 20, rue de Genève ;

VU l'évaluation détaillée des risques réalisée par la société UNIVAR pour son site de GENAS ;

VU le rapport en date du 17 juillet 2008 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 25 septembre 2008 ;

CONSIDERANT que la déclaration du 18 avril 2008 de la société UNIVAR est conforme aux dispositions de l'article R 512-74 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT par ailleurs, que les résultats d'analyses des eaux souterraines ont montré la persistance de concentrations supérieures aux seuils de potabilité ;

CONSIDERANT toutefois, que l'évaluation détaillée des risques a conclu à l'absence de risque inacceptable pour le personnel ainsi que la baisse des teneurs de ces composés dans les eaux souterraines ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il apparaît que la fréquence des mesures de suivi de la qualité des eaux peut être ramenée à une fréquence semestrielle ;

CONSIDERANT de tout ce qui précède, qu'il convient :

- d'accuser réception de la déclaration du 18 avril 2008 de la société UNIVAR relative à la mise à l'arrêt définitif d'une partie des activités sur le site de GENAS 20, rue de Genève ;
- d'actualiser la liste des activités autorisées sur le même site ;
- d'abroger les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2005 ;
- d'abroger les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2002 ;
- d'abroger les dispositions du paragraphe 13 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

Il est accusé réception de la déclaration de cessation d'activité, en date du 18 avril 2008, par laquelle la société UNIVAR fait connaître la mise à l'arrêt définitif du stockage d'hydrosulfite de sodium qu'elle exploitait dans son site de GENAS 20, rue de Genève.

ARTICLE 2

Le tableau des activités autorisées de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié est remplacé par le tableau suivant :

Désignation des activités	Volumes des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime
Installation de transit de solvants usés	10 tonnes	167-a	A
Stockage de substances et préparations toxiques liquides	22 tonnes	1131-2.b	A
Conditionnement de solvants chlorés	2 000 litres	1185-1.a	A
Stockage de liquides inflammables (capacité totale équivalente)	1 190 m ³	1432-2.a	A
Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables (débit total équivalent)	290 m ³ /heure	1434-1.a	A
Stockage de substances et préparations toxiques solides	15 tonnes	1131-1.c	D
Stockage de substances dangereuses - A -, très toxiques pour les organismes aquatiques	60 tonnes	1172-3	D
Dépôt de solvants chlorés	150 m ³	1185-2.a	D
Entrepôts couverts	7 680 m ³	1510-2	D
Stockage de substances dangereuses - B -, toxiques pour les organismes aquatiques	90 tonnes	1173	NC

ARTICLE 3

Le stockage de substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau, relevant de la rubrique 1810 de la nomenclature des installations classées, est interdit.

ARTICLE 4

Les dispositions du paragraphe 13 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2002 sont abrogées.

ARTICLE 5

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2005 sont abrogées.

Les modalités de la nature et la fréquence d'analyse des eaux souterraines applicables sont donc de nouveau celles de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 rappelées ci-dessous.

ARTICLE 6

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de GENAS et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 6 précité,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme,
La Secrétaire Administrative déléguée.

LUCIE GIOVANNETTI

Lyon, le 21 OCT. 2008
Le Préfet
Le Secrétaire Général
René BIDA